

Un sommet de l'Otan aux portes de la Russie

De notre envoyé spécial à Riga, Amin RBOUB

- **L'Afghanistan au cœur des préoccupations de l'Alliance**
- **La France propose des groupes de contact pour accroître la coordination**
- **Kosovo, Darfour, élargissement de l'Alliance... les priorités**

C'est aux portes de la Russie, à Riga la capitale lettone, que se tient sous surveillance le sommet de l'Otan. Il s'agit du 1er sommet de l'Alliance atlantique dans l'ex-URSS. Naturellement, une bonne partie de la population russe voit d'un mauvais œil qu'un sommet de l'Otan se déroule aux portes de Saint-Pétersbourg, a fait remarquer le ministre russe de la Défense quelques jours avant la rencontre. Tout en reconnaissant la souveraineté des pays baltes, le ministre russe de la Défense a exprimé des réserves sur la tenue du sommet de Riga, où Poutine était le grand absent.

Dans la capitale balte, les dirigeants des 26 pays de l'Otan sont appelés à examiner autant de dossiers notamment sur la situation en Afghanistan, le Kosovo, le Darfour ou encore les perspectives d'élargissement de l'Alliance vers de nouveaux pays membres et la sécurité énergétique.

Selon les organisateurs, ce sommet de Riga vient tracer les contours de l'Alliance pour les 10 à 15 ans à venir. Après la guerre froide, l'Alliance et l'Europe ne sont plus menacées directement. Le 11-Septembre a précipité un certain nombre de remises en cause pressenties dès la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique. Le nouveau contexte mondial apporte son lot de nouveaux risques et des enjeux différents: le risque terroriste, les armes de destruction massive, la cybercriminalité... sont autant de menaces posées à l'Alliance et qui appellent de nouveaux moyens pour y faire face. L'Otan devrait aussi contribuer à la prévention des conflits et s'engager dans la gestion des crises. Elle en est capable grâce à sa capacité de mobilisation. L'Alliance revendique une capacité de mobilisation allant jusqu'à 300.000 hommes.

La force de réaction, la défense antimissile, une surveillance air/sol, sol/air, le renforcement des capacités militaires... sont aujourd'hui des éléments de réponses qui s'inscrivent dans la transformation dictée par la Directive politique globale de l'Alliance.

Le thème de la transformation et du redéploiement de l'Alliance revêt un caractère particulier dans les débats à Riga. «Aborder la transformation permet d'appliquer une vision stratégique qui consiste à mettre en œuvre toute la gamme des missions et des opérations de l'Alliance», a fait remarquer mardi James Appathurai, porte parole de l'Otan. L'objectif étant d'entamer une mise à niveau des capacités militaires de l'Alliance dans le but de répondre aux défis du nouveau contexte mondial.

Au cœur de ce processus de transformation, la mission de l'Otan en Afghanistan arrive en pole position.

L'ordre du jour du sommet de Riga est presque exclusivement dédié à la guerre en Afghanistan. Le constat aujourd'hui est que l'Otan est confronté à de grandes difficultés dans ce pays. Les plus pessimistes parlent de «l'impasse afghane ou encore le spectre d'un bourbier». Depuis l'été, l'Otan s'est heurté dans le Sud à une résistance plus forte que prévu. Les attaques et les attentats attribués aux talibans ont déjà fait 3.700 morts cette année, soit 4 fois plus qu'en 2005.

Face à cette situation, le secrétaire général de l'Alliance, Jaap de Hoop Scheffer, estime que la situation extrême en Afghanistan est un défi qui ne fonctionne que dans la durée. Autrement dit, la présence des forces s'inscrit dans le long terme. Jaap de Hoop Scheffer a aussi fustigé l'incapacité des alliés à fournir les renforts nécessaires face à l'insurrection des talibans: "Il n'est pas acceptable que notre mission dans le Sud manque toujours de 20% de ses effectifs nécessaires", a-t-il jugé. George W. Bush a plaidé également mardi pour que les pays de l'Otan envoient des renforts et acceptent des "missions difficiles".

Certains pays dont la France mènent l'opposition à un élargissement tous azimuts de l'Alliance. Ils appellent l'Otan à se «recentrer sur les opérations militaires». Le président Chirac, lui, propose la création d'un "groupe de contact" sur l'Afghanistan pour mener une politique plus structurée, mieux coordonner la reconstruction de l'Afghanistan, accroître la coordination politique et orienter l'action des pays engagés. Avis partagé par Jaap de Hoop Scheffer, qui estime que la solution en Afghanistan ne peut être purement militaire, mais que la sécurité et le développement sont indissociables. D'où l'appel à une meilleure coordination sur le terrain entre l'Isaf et les autres principaux intervenants: ONU, Banque mondiale, Union européenne...

Les soldats français déployés à Kaboul pourront désormais prêter main forte à leurs homologues canadiens, britanniques ou néerlandais dans le Sud de l'Afghanistan, mais uniquement «au cas par cas», précise-t-on.

Pour contrer l'offensive des talibans, le commandement sur place de l'Alliance a demandé l'envoi de quelque 2.500 soldats supplémentaires et la levée des restrictions des troupes déployées.

Avant Riga, rappelons-le, des pressions ont été exercées sur la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne pour qu'ils lèvent leurs restrictions.

Les troupes déployées de ces pays opèrent dans des régions relativement calmes, alors que quelque 10.000 soldats canadiens, britanniques, australiens et néerlandais sont engagés dans de violents combats dans le Sud.

Outre l'Afghanistan, l'Alliance atlantique planche aussi sur la situation au Kosovo. Elle étudie notamment le rôle que devra jouer la KFOR dans les mois qui viennent. Une proposition est à l'étude pour la résolution du statut futur du Kosovo. La situation au Darfour n'est pas en reste. En revanche, aucun nouvel élargissement de l'Alliance n'est prévu. Les pays des Balkans candidats à l'adhésion (Croatie, Macédoine et Albanie) n'étant pas jugés prêts pour négocier leur adhésion.

L'Otan a pris en 2003 en Afghanistan la tête d'une Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) mandatée par l'ONU et qui regroupe 32.000 soldats de 37 pays, dont les 26 pays alliés, pour appuyer le gouvernement Karzai. Le choix de Riga cette année s'explique par la nouvelle configuration du monde. Les pays baltes semblent prédisposés à épouser cette nouvelle donne du «nouveau monde», explique-t-on à Riga.

Il y a quatre ans, les dirigeants de l'Alliance avaient déjà tenu un sommet dans l'ancien bloc communiste, à Prague. Mais cette année, ils s'aventurent dans une ville qui faisait partie de l'Union soviétique, à quelque 200 kilomètres seulement de la frontière russe.

Otan: Chirac marque des points en Lettonie

DNES à Riga, Amin RBOUB

- **Il recadre les missions de l'Alliance**
- **L'Afghanistan au coeur du sommet**
- **Tout un programme pour le sud de la Méditerranée**

L'Alliance atlantique est déterminée à rester en Afghanistan autant que faire se peut. L'Otan en a au moins pour 10 à 15 ans dans ce pays où la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) fait face à la pire vague de violence depuis 5 ans, date du renversement des Talibans. Face à cette situation, les alliés ont partiellement mis de côté leurs divergences. La rencontre de Riga a été baptisée le Sommet et le Signal de l'Unité.

Le communiqué final de la réunion reflète l'unanimité des 26 pays alliés sur cette question.

«Contribuer à la paix et à la stabilité en Afghanistan est la priorité essentielle de l'Otan», ont dit les vingt-six. C'est du moins ce qui ressort au terme du sommet de Riga, tenu les 28 et 29 novembre dans la capitale lettonne.

Une rencontre consacrée presque exclusivement à l'Afghanistan et à dissiper les divergences persistantes entre alliés sur le rôle originel de l'Alliance et son devenir. Outre l'équation afghane, le sommet de Riga aura aussi été l'occasion de débattre de questions de l'heure. Il s'agit notamment de la situation au Kosovo, la nouvelle politique de transformation de l'Alliance, son processus d'élargissement à d'autres pays, le dialogue méditerranéen, l'opération Active Endeavour... Ce sont là autant de priorités qui figurent dans le calendrier des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Atlantique Nord. La clôture du sommet de Riga a été ponctuée par la publication d'une déclaration commune développant l'ensemble de ces aspects et la politique tracée en attendant le sommet de 2008, dont le lieu n'a pas encore été défini.

Les alliés se sont engagés à lever en partie les restrictions qui pèsent sur l'utilisation de leurs troupes. Le secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer, s'est déclaré satisfait des engagements pris. Ainsi, et sur 32.000 hommes déployés sur le terrain, 26.000 seront désormais mobiles en cas d'urgence, une action qui sera laissée «à l'appréciation d'un seul homme, le commandant de la FIAS».

Une chose est sûre, le président français, Jacques Chirac, a raflé la vedette lors de la clôture. Il a aussi fêté son 74e anniversaire dans ce pays balte, aux portes de Saint-Petersbourg. Le président Chirac a tenu une conférence de presse à Riga, à laquelle L'Economiste a été présent. La proposition

du président français de créer un «groupe de contact» chargé de recadrer la mission des troupes en Afghanistan sur les questions militaires et d'affiner une stratégie globale a fait mouche à Riga. Comme au Kosovo, le groupe de contact devrait rassembler les pays de la région, les principaux pays engagés et les organisations internationales, et consulterait les Etats pourvoyeurs de troupes extérieures à l'Alliance (notamment le Japon, l'Australie ou encore la Nouvelle-Zélande). La proposition de Chirac était sans équivoque. Elle illustre parfaitement la détermination de la France à éviter que l'Otan ne devienne une sorte de «gendarme global». «Je n' ai jamais été très partisan d'un élargissement de l'Otan à des questions qui ne relèvent pas de sa vocation première, à savoir la sécurité militaire de défense», a déclaré le président français lors de la conférence de presse. L'ambition américaine depuis le 11 septembre de tisser un réseau avec des pays comme l'Australie ou le Japon pour transformer l'Otan en alliance politique n'a donc pas été validée à Riga. Pour les Américains, il fallait créer un réseau de pays déterminés à combattre le «terrorisme», notamment ceux qui ont envoyé des troupes en Afghanistan. Le groupe de contact devrait contribuer, selon Chirac, à assurer le développement, mener une politique plus structurée, mieux coordonner la reconstruction de l'Afghanistan, accroître la coordination politique et orienter l'action des pays engagés. Pour leur part, les soldats français déployés à Kaboul pourront désormais prêter main forte à leurs homologues dans le sud de l'Afghanistan, mais uniquement «au cas par cas» et sans déploiement permanent, précise Chirac. En revanche, il n'est surtout pas question d'augmenter les effectifs des troupes. La France, qui compte 1.100 hommes dans la région de Kaboul, a aussi annoncé qu'elle participerait à des actions ponctuelles dans le sud et l'est du pays. Sur le Kosovo, un accord général a été trouvé sur le maintien des dispositifs de l'Otan pendant la phase des négociations du futur statut du pays. Il a aussi été décidé d'y mettre en place une mission civile, la plus grande jamais instituée par l'Alliance. "L'ambition américaine depuis le 11 septembre de tisser un réseau avec des pays comme l'Australie ou le Japon pour transformer l'Otan en alliance politique n'a donc pas été validée à Riga"

Dialogue méditerranéen

La proximité géographique entre l'Europe et les pays de la rive sud de la Méditerranée ainsi que le Proche-Orient lie ces régions en matière de sécurité. L'Otan, rappelons-le, a engagé depuis 1994 un dialogue avec les pays de la Méditerranée. Un programme à la carte qui compte 7 pays: Maroc, Mauritanie, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie et Israël. Un partenariat qui vise à contribuer à la sécurité dans la région. Parmi les domaines de coopération: les plans civils d'urgence, la gestion de l'espace aérien, la diplomatie publique, le partage du renseignement... Sur le plan militaire, le programme invite les pays à participer à des stages de formation et de manoeuvres militaires. Trois pays du Dialogue ont déjà fourni leurs troupes à des opérations de maintien de la paix: le Maroc, l'Egypte et la Jordanie.

Le Maroc fournit encore des troupes à la Kfor (en Bosnie et au Kosovo). Au même titre que l'Algérie et Israël, le Maroc souhaite participer à l'Opération Active Endeavour, selon l'Otan. Cette opération s'articule autour d'exercices de surveillance maritime dirigés par les forces navales de l'Alliance en Méditerranée. Son objectif est de détecter et dissuader des activités terroristes au large de la Méditerranée.

Aujourd'hui, à Riga, l'Otan vient d'adopter une approche pragmatique nouvelle pour renforcer ses relations avec les pays du Dialogue méditerranéen. Elle vient de lancer une initiative de coopération en matière de formation pour la modernisation des structures de défense.

L'Alliance a aussi décidé de mettre en place un réseau d'activités de formation. Dans un premier temps, la formation consiste à délivrer des programmes d'entraînement et à établir un département du Moyen-Orient au Collège de défense de l'Otan à Rome. Dans un second temps, l'Otan envisage de créer un centre de coopération à la sécurité dans la région. Le nom d'Amman circule déjà dans les coulisses à Riga.

Amin Rboub